

CHAPITRE 11

L'AVENIR DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

PAR LARS HULGÅRD

Introduction

La social-démocratie a joué un rôle déterminant dans le mouvement social ayant abouti à la création de l'État-providence sous sa forme la plus achevée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il n'est pas évident pour autant que la social-démocratie revête la même importance à l'avenir. Dès la fin des années 1980, les théoriciens des traditions communautariennes et critiques des sciences sociales relevaient que même dans les pays scandinaves où elle avait été une force motrice dans la mise en place d'une protection sociale universelle, la social-démocratie avait échoué à produire un cadre conceptuel du rôle à tenir par la société civile et la réciprocité, qui sont d'une importance fondamentale pour une société soutenable. C'est dire que déjà à cette époque les spécialistes estimaient que la social-démocratie était incapable de préparer le terrain pour l'avenir. Elle demeurait engluée dans les « victoires du passé » (Wolfe, 1989 : 4) ayant abouti à un État-providence qui avait « remplacé la réciprocité par des fonctions systémiques » (Cohen, Arato, 1992 : 40). Des années plus tard, Giddens produisit sa vision de « la troisième voie » (1998), mais dans une optique considérant la société civile et la réciprocité non pas comme des principes structurant l'économie et la société, mais comme de simples instruments en vue du « rétablissement de la communauté, de la fierté civile et de la cohésion locale » (Giddens, 2010 : 3).

Tant que la social-démocratie ne prendra pas vraiment en compte le rôle tenu par la société civile, la réciprocité dans la constitution de la société contemporaine, notamment dans l'économie, elle sera incapable d'inspirer à nouveau un mouvement social majeur pour la justice sociale. Pour point de départ, on pourrait s'attaquer à combler un fossé « idéologique » apparu dès la première Internationale (1864-1876) et qui hante la gauche depuis lors : le fossé entre les forces en faveur de la redistribution émanant des organisations de masse et les forces de réciprocité venues de la société civile, en tant qu'éléments clés dans la lutte pour la justice sociale et économique. La social-démocratie et la gauche sont des parties intégrantes et dynamiques de la modernité, enracinées dans les mouvements sociaux issus de la Révolution française et de la lutte pour la liberté, l'égalité et la fraternité. Toutefois, au XIX^e siècle la social-démocratie sert d'alternative réformiste et démocratique aux idées et aspirations révolutionnaires formulées par un large éventail

de socialistes, de communistes et d'anarchistes, eux-mêmes inspirés par des penseurs aussi divers que Proudhon, Marx et Bakounine. C'est à cette période également que le rôle de la fraternité fut le plus contesté. La première Internationale fut un lieu d'affrontements pour les premiers socialistes, et à bien des égards demeure le mouvement qui a le plus inspiré les nombreuses « Internationales » qui ont suivi sa dissolution en 1876. Les débats entre étatisme, centralisme et force redistributive de l'organisation de masse, d'une part, mouvement utopiste, valeurs de fraternité et de réciprocité portées par la participation directe à la société civile d'autre part, ont forgé l'assise de la première Internationale qui a servi de fondation à la social-démocratie.

L'intérêt de la bourgeoisie à conserver le large fossé qui séparait les « rouges » défendant l'organisation et la redistribution de masse via un financement public, des « noirs » soutenant une « fraternité » régie par la société civile avait été parfaitement compris par l'un des pères fondateurs de l'État-providence moderne, le Chancelier allemand Bismarck. Il est dit qu'apprenant la dissolution de la première Internationale, Bismarck aurait déclaré que « les têtes couronnées, les riches et les privilégiés pourraient bien trembler si d'aventure les noirs et les rouges devaient à nouveau s'unir ». S'il n'est pas avéré qu'il ait réellement tenu ce propos, reste que le Chancelier avait participé à plusieurs échanges de vue secrets avec Lassalle, un dirigeant socialiste de l'époque, portant sur le suffrage universel et d'autres sujets d'intérêt commun.

Quelques décennies plus tard, dans sa célèbre conférence intitulée *Le Socialisme*, Weber relevait précisément que l'institutionnalisation et les forces « isomorphes » de la modernité étaient bien plus fortes que la possibilité d'un changement révolutionnaire : « c'est la dictature du fonctionnaire et non de l'ouvrier qui est en marche, pour l'instant tout du moins » (Weber 2000 [1918], p. 508). Le discours illustre la manière dont la pensée alternative et les aspirations à de nouveaux mouvements sociaux peuvent être récupérées avec succès par la démocratie parlementaire, et plus généralement par les forces bureaucratiques de la modernité. Selon Weber, ni les institutions politiques ni les institutions économiques de la modernité ne pourraient être fondamentalement remises en cause par la gauche. Les forces de la rationalité occidentale, incarnées dans une économie de marché capitaliste alliée à l'hégémonie des organisations bureaucratiques, mèneraient probablement le monde moderne à une situation qu'il décrivait comme une « cage d'acier » ou le « puissant cosmos de l'ordre économique moderne (...) déterminant le style de vie de tous les individus qui naissent au sein de cette machinerie » (Weber, 1976, 1904). Bien que lui-même bourgeois, Weber redoutait que la cage d'acier demeurât intacte, déterminant le destin de ses citoyens jusqu'à ce que « le dernier quintal de carburant fossile soit consumé » (*ibid.*).

Le philosophe finlandais von Wright qualifiait le cosmos « weberien » de « mythe du progrès », ajoutant que « le plus grand service que les intellectuels de notre temps puissent rendre serait de démanteler ces fausses mythologies pour mettre au jour l'absence de justification rationnelle aux effets de distorsion sur la vie qui découlent des systèmes » (von Wright, 1993, p. 227). En cohérence avec cette exhortation, l'aspiration à unir et équilibrer liberté, égalité et fraternité demeure aussi importante aujourd'hui qu'il y a 100, 150 ou 200 ans. Cependant, « la dialectique des forces au moyen desquelles

on s'est efforcé de mettre en œuvre les deux premiers idéaux a peu à peu miné et rongé la croyance dans le progrès qu'on plaçait dans leur avènement. Du triple slogan, le seul idéal qui alimente encore une espérance entière est celui de la fraternité, l'idée d'une fraternité universelle des hommes » (von Wright, 1993, p. 228).

D'un point de vue économique, le lauréat du prix Nobel et ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, Stiglitz, fait valoir que la conviction selon laquelle « les processus évolutifs conduiront nécessairement à une augmentation constante du niveau de vie n'est pas convaincante » (Stiglitz, 2011, p. 19). L'une des raisons principales tient aux structures de récompense et d'incitation servant de moteur à l'économie de marché classique. Stiglitz soutient que la structure incitative de l'économie part du principe que les investisseurs responsables seront à la longue remplacés par des investisseurs et des gestionnaires irresponsables qui n'accepteront que le niveau de retour sur investissement le plus élevé. Ce sont ces mêmes structures de récompense adoptées par les établissements financiers qui ont « permis à ceux qui ont conduit l'économie au bord du gouffre de se retirer avec des milliards et des milliards ». Les investisseurs en ont tiré profit, évitant le risque d'une mise en cause de leur responsabilité pour le coût qui en a résulté pour le reste de la société (Stiglitz, 2011, p. 19). Cette brève introduction au *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* de Schumpeter se termine sur un message quelque peu ambivalent : d'un côté Stiglitz souligne que « la croissance qui a été atteinte peut ne pas être soutenable puisque les avantages qu'elle procure ne bénéficient qu'à une fraction de la population » ; de l'autre, il souligne que les innovations sociales peuvent être les outils essentiels permettant de comprendre les limites des marchés imparfaits et du capitalisme, et en fin de compte « d'améliorer notre économie de marché » (Stiglitz, *op. cit.*, p. 22). S'agissant de l'avenir de la social-démocratie, l'inquiétude concernant les ressources et leur répartition ne peut se limiter à un renouvellement ou à une amélioration de l'économie de marché classique, laquelle ne constitue que l'un des piliers d'une société plurielle (Pérez-Díaz, 1998 ; Laville, 2010). D'une certaine façon, Stiglitz fournit lui-même une réponse, tant d'un point de vue moral (la croissance ne profite qu'à une fraction de la population) que dans une perspective plus holistique (elle peut ne pas être durable). L'objectif qu'il fixe lorsqu'il demande « une amélioration de notre économie de marché » paraît aussi injustifiable sur le plan moral qu'impossible holistiquement en termes de soutenabilité, sauf à exiger simultanément une réintégration de l'économie de marché dans la société, et une pleine reconnaissance d'un cadre économique et sociétal pluriel.

Une prise en compte de la complexité et de la sensibilité épistémologique appelle des réponses économiques alternatives à l'économie de marché capitaliste dominante, ou de manière plus élaborée, au « puissant cosmos de l'ordre économique moderne » (Weber, 1904) qui contraint tous les individus, y compris ceux en quête d'alternatives, à se plier à ses procédures hégémoniques. À suivre l'argumentation de von Wright, historiquement la social-démocratie se souciait davantage d'œuvrer à la liberté et à l'égalité qu'à la fraternité. Se consacrant à l'organisation de masse, elle rencontra un vif succès en recourant aux organisations professionnelles, au parti et aux syndicats comme principaux mécanismes pour établir des compromis sur le marché du travail, en matière de services sociaux, d'administration publique, de planification et de régulation financière.

Il n'est pour autant pas si clair que la voie à suivre puisse se fonder sur ces vieilles valeurs « normales ». La suite du texte examine la possibilité d'une réconciliation nouvelle et dynamique entre les mécanismes de réciprocité-fraternité et de redistribution-égalité, comme voie d'avenir possible pour la social-démocratie.

L'État-providence comme champ de bataille

Même dans une approche internationale, il est envisageable de tirer parti des résultats obtenus par la social-démocratie dans les pays nordiques lors de l'émergence de l'État-providence au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Après celle-ci, ce ne sont pas seulement les hommes politiques scandinaves qui se sont attachés à élaborer un système de protection généreux et de grande ampleur, avec une couverture sociale universelle. Cet objectif était partagé par la classe politique, les experts et les organisations à une échelle internationale, avec cependant des variantes dans les configurations institutionnelles, selon les particularités de la trajectoire historique de tel pays ou telle région (Skocpol, 2003 ; Gilbert, 2002). Bien souvent, les théoriciens de l'État-providence ayant adopté l'approche macro-économique définie par Esping-Andersen (1999 [1990]) ont échoué à comprendre les spécificités historiques et le dynamisme institutionnel de certains régimes de protection sociale à percevoir que le but poursuivi était celui de l'instauration d'un État-providence moderne et ouvert à tous, pas seulement en Europe. Comme nous le verrons plus loin, en Scandinavie ce processus a conduit à une version sociale-démocrate d'une protection sociale universelle. Mais d'autres pays, comme les États-Unis, avaient leur « version de l'État-providence moderne, dans lequel les programmes sociaux n'ont jamais consisté en des aides financières réservées aux seuls pauvres » (Skocpol, 2003 : 72). La protection sociale n'était pas destinée à être organisée seulement via un « bénévolat civique », mais en partenariat avec une « robuste gouvernance démocratique représentative » (Skocpol, 2003 : 73). Un État-providence fort est un État qui a la capacité et la volonté d'intervenir sur l'économie de marché pour redistribuer les ressources auprès de ceux qui sont dans le besoin grâce à la démarchandisation (Esping-Andersen, 1990 ; Titmuss, 1987). Une société à forte prévoyance sociale est cependant bien plus que cela, et l'avenir de la social-démocratie devrait résider dans une transition d'un État-providence vers une société de bien-être, sans renoncer aux principes d'universalité et de redistribution, et sans céder aux forces hégémoniques de la privatisation et de la marchandisation de toutes les sphères sociétales. La clef de cet avenir est dans le rapprochement entre organisation de masse et participation de la société civile, en plaçant le principe de réciprocité en tête des politiques de régulation économique et de la production de services sociaux. Pour le spécialiste britannique de l'État-providence Titmuss (1987), dont le travail est fondamental pour appréhender le fonctionnement des politiques sociales en ce qu'elles renforcent ou modifient les structures sociales existantes, un système de protection sociale est nécessaire et même intrinsèque au fonctionnement d'une société moderne. Il met en garde contre le fait de « laisser les coûts où ils sont », comme le fait le paradigme résiduel de protection sociale (Titmuss, 1987). Ceci signifie que le concept même d'une

protection sociale institutionnalisée est de redistribuer la charge des personnes les plus vulnérables vers l'ensemble de la société.

Dans une telle société, les objectifs d'action sociale, de justice sociale et de durabilité ne sont pas résiduels mais font intrinsèquement partie de toutes les structures institutionnelles, dans des configurations cependant diverses, adaptées à la structure socioéconomique de l'espace concerné (Moulaert et al, 2013). Un État-providence institutionnel privilégiant la redistribution au travers de l'intervention de l'État est nécessaire afin de faciliter le processus, mais non suffisant. Le développement des sociétés industrielles et postindustrielles, caractérisé par ses évolutions démographiques rapides, une pression constante et une mondialisation économique génère inévitablement un fardeau dans la vie quotidienne que les individus, les familles, les collectivités locales et même les États nations ne peuvent gérer seuls. Cette situation avait déjà été relevée par Titmuss dans ses observations participantes sur les conséquences d'une protection sociale fondée sur l'assurance privée, le poussant à s'opposer farouchement aux prises de position selon lesquelles l'État-providence ne devrait intervenir que de manière résiduelle et à terme disparaître, soit en raison d'un progrès économique général qui diminuerait la pauvreté et donc le besoin de programmes sociaux, soit parce que les collectivités locales devraient les prendre en charge.

Cependant il faut aller au-delà de la notion de protection sociale telle que présentée par Titmuss, qui fut cruciale pour la création de la protection sociale institutionnalisée après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui elle ne représente plus qu'une structure partiellement développée, sans place active laissée à la réciprocité et à la société civile en tant que principes structurants dans l'économie et la société. Titmuss représente une approche uniforme imposée par le haut dans laquelle protection et politique sociales sont le but d'un État actif qui met en œuvre ses politiques voire définit les vies de ses citoyens, comme l'ont souligné les Myrdal dans leur description des objectifs de l'État-providence suédois : « Il faut changer les mauvaises habitudes. Les ignorants doivent être éduqués. Les irresponsables, secoués. Il y a besoin d'une action de propagande sociétale organisée et complète dans le domaine de l'éducation du peuple » (Myrdal, Myrdal, 1932). Cette conception de la protection sociale a été appuyée par l'introduction du fonctionnaire, agissant comme opérateur clef dans l'application du modèle redistributif-institutionnel de la protection sociale : « Le soin et la garde des enfants sont le métier le plus exigeant tant en temps de travail que sur le plan technique, au point qu'ils devraient être confiés à des experts » (*op. cit.*, 1932). L'État-providence public ou la « Maison du peuple », comme on l'appelait en Suède, était avant tout l'expression de la puissance de la social-démocratie au XX^e siècle. En Suède, le Parti social-démocrate est demeuré au pouvoir sans interruption pendant quarante-quatre années, de 1932 à 1976. À l'issue de cette période, le premier ministre Palme prétendait que « l'ère du néocapitalisme touche à sa fin (...) ». C'est dans une forme de socialisme que réside la clef de l'avenir ». L'argument implicite étant que l'évolution de l'État-providence scandinave avait réussi à maîtriser le capital financier, au point que sa force redistributive avait permis de développer une forme de socialisme. Palme avait tort, et il n'aura fallu que deux années après sa prédiction pour que s'enclenche un long processus de « normalisation » de la politique suédoise, marqué

par une baisse drastique des dépenses sociales, à tel point qu'en 2013, « la Suède avait ramené sa dépense publique, calculée en part du Produit intérieur brut, de 67% en 1993 à 49% », et que, selon un article paru dans *The Economist* le 2 février 2013, « l'intervention de l'État pourrait bientôt y être inférieure à celle de la Grande-Bretagne ».

Face à ce défi, Pestoff soutient que le système de protection sociale suédois est mal équipé pour protéger ses citoyens contre une « privatisation rampante » qui devrait continuer de progresser, sauf à mieux définir le rôle joué par le tiers-secteur (Pestoff, 2009). L'argument défendu ici est qu'une liaison opérée entre l'organisation de masse telle qu'elle est mise en œuvre dans l'État-providence universel, et la réciprocité en tant que principe fondamental de la société civile, peut constituer une stratégie pour la social-démocratie qui renforcera la résilience tant des sociétés que des citoyens. Là où Titmuss opère une distinction entre trois systèmes de protection sociale (modèle résiduel, modèle performant, et modèle institutionnel-redistributif, Titmuss, 1987), il s'agit de considérer le modèle résiduel et le modèle performant comme un seul ensemble et de soutenir que l'avenir pour une social-démocratie renforcée s'inscrit dans l'innovation d'un troisième modèle, le modèle redistributif-réciproque, venant combler le fossé historique existant entre l'organisation de masse et la participation active de la société civile.

Une social-démocratie fondée sur la réconciliation de la réciprocité et de la redistribution

Autrement dit, l'avenir de la social-démocratie consisterait à conduire la transition d'un système de protection sociale de type institutionnel-redistributif à un régime défini comme institutionnel-réciproque, davantage axé sur le rôle de la société civile. Les études sur l'économie solidaire et sociale enseignent que la compréhension de l'intégration économique doit être bien plus nuancée qu'elle ne l'est dans l'acception usuelle du terme d'économie de marché. Dans une économie solidaire, une société plurielle se fonde sur la pleine reconnaissance de trois principes économiques irréductibles. Le premier principe est le marché, l'intégration économique via le marché s'organisant habituellement au travers d'une entreprise, qu'elle soit fondée sur les intérêts d'actionnaires ou d'entrepreneurs sociaux. Le deuxième principe est celui de la redistribution, qui correspond à la capacité de changer la répartition des ressources entre les groupes sociaux. L'État-providence tel que mis en place dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale est l'exemple typique de la force redistributive exercée au bénéfice de citoyens potentiellement marginalisés. Le troisième principe est celui de la réciprocité, et comme il est indiqué ci-dessus, ce principe n'est pas seulement le plus faible en termes de pouvoir institutionnel, il est aussi le plus contesté des trois principes d'intégration économique et sociétale. Comme l'indiquait von Wright, il est urgent de mieux comprendre le potentiel de ce principe.

Le Tableau 1 décrit les trois principes dominants : de nature économique (1^{re} colonne), et en matière d'attribution d'aides sociales (2^e colonne); en termes de capital social

Typologie des systèmes de protection sociale	Economie	Protection sociale	Capital social	Intégration
<i>Résiduel</i>	Marché, Réciprocité	Marché, Société Civile	<i>Bonding</i>	Individus
<i>Institutionnel-Redistributif</i>	Marché, Redistribution	État	<i>Bridging</i>	Société
<i>Institutionnel-Réciproque</i>	Réciprocité, Marché, Redistribution	Société Civile, Marché, État	<i>Bonding, bridging, linking</i>	Individus Société

Tableau 1. Trois principes de protection sociale

(3^e colonne) et enfin d'intégration sociale (4^e colonne) existant dans les trois types de système de protection sociale. Les types résiduel et institutionnel-redistributif sont apparentés à la distinction classique opérée entre les régimes de protection sociale, tandis que le troisième type, le modèle institutionnel-réciproque, correspond à la suggestion d'un nouveau modèle dans lequel la société civile intervient plus activement, selon les principes de l'économie solidaire. L'hypothèse est que ces trois types génèrent et soutiennent la production de formes de capital social et d'intégration très différents, le troisième type étant seul à même de constituer une plate-forme viable pour une société plurielle.

Le type résiduel de protection sociale est statique en ce qu'il n'a nullement l'intention de s'attaquer aux inégalités produites par l'économie capitaliste et les marchés financiers. Le modèle redistributif, quant à lui, s'est montré incapable de faire assumer à l'économie de marché ses effets négatifs (Stiglitz, 2011), le *diswelfare* (Titmuss, 1987). Le modèle résiduel encourage la production d'un capital social affectif (fondé sur des liens d'attachement fermés, le *bonding*), tandis que le modèle institutionnel-redistributif encourage la formation d'un capital social relationnel (facilitant les liens ouverts entre individus, le *bridging*), puisqu'à son apogée les États-providence scandinaves étaient capables de s'attaquer à la division du pouvoir plaçant ces pays parmi les sociétés les plus égalitaires du monde. Le modèle résiduel de la politique sociale repose sur le postulat selon lequel il existe deux canaux par lesquels il est pourvu correctement aux besoins d'un individu, le marché privé et la famille : « Le véritable objectif de l'État-providence, c'est d'apprendre aux gens à s'en passer » (Peacock, 1960, p. 11, cité par Titmuss, 1987, p. 31). Selon Titmuss, l'ontologie de ce modèle se fonde sur une perspective statique, car il ignore largement les conséquences du changement, il n'a aucune idée du *diswelfare* et aucune aspiration à changer les systèmes de pouvoir et de distribution de richesses. Traduite en termes de capital social, la recommandation politique attachée au modèle de protection résiduel consiste à encourager le bénévolat et le recours à la famille. En Amérique, cette vision a marqué profondément les débats sur la société civile et le renouveau civique. Son discours met en avant le rôle de la famille, du bénévolat et de la rénovation d'une unité (civique) chacune ou chacun à la fois. Sa conception du capital social fait de l'État et de ses institutions des *persona non grata*. Dans une étude présentée en janvier 1997 à la *National Commission on Civic Renewal*, Schrambra insistait sur l'importance des « groupes

locaux, clef de la Rénovation Civique de l'Amérique ». Il y mettait en garde contre le danger présenté par la prédominance dans la vie politique du projet d'édification d'une communauté nationale : « il est plus que temps de nous détacher de ce projet raté d'une communauté nationale, pour nous recentrer sur les églises, les groupements bénévoles et les associations locales qui œuvrent à la reconstruction de la société civile américaine, famille par famille, quartier par quartier » (Schrambra, 1997, p. 19).

Le modèle institutionnel-redistributif de protection sociale diffère sensiblement du modèle résiduel en ce qu'il considère la protection sociale comme une institution majeure intégrée à la société. Le projet d'un État-providence suédois élaboré sous la forme d'une « Maison du peuple » intégrait aussi bien une certaine conception du capital social relationnel puisqu'il se fondait sur l'appréhension du pays entier en tant que maison réunissant toutes les classes sociales et tous les groupes sociaux. Pour concrétiser cette vision de l'avenir, il fallait des professionnels « pour apprendre aux gens à manger des tomates », avant que ces gens puissent apprendre à apprécier un mode de vie rationnel (Myrdal, Myrdal, 1934). L'État-providence est intrinsèque au fonctionnement de la société moderne; en tant que tel, sa pertinence ne se limite pas aux périodes de crise pour les individus ou aux pays industrialisés mais peu développés. Selon Titmuss, ce système se fondait sur une approche sociologique élargie des mutations industrielles, technologiques, sociales et économiques. Le rôle de la protection sociale dans ce modèle est d'« intervenir comme un agent positif et dynamique de changement : promouvoir des valeurs d'intégration; prévenir de futurs *diswelfares*; d'insuffler dans les politiques économiques des objectifs de bien-être social » (Titmuss, 1987, p. 264). Utilisant le vocabulaire du capital social, le modèle institutionnel-redistributif requiert des individus qu'ils se conçoivent eux-mêmes comme faisant partie de communautés plus larges, nationales voire transnationales, indépendamment de leur sexe, de leur appartenance ethnique et de leur statut social.

Historiquement, il existe une très grande différence entre les positions classiques de la protection sociale et leur vision du rôle du capital social et de l'intégration sociale. Le système typique scandinave en matière de protection sociale facilitait le capital social relationnel car il se fondait sur des institutions qui encourageaient les gens à se percevoir comme membres d'un ensemble national élargi plutôt que de se préoccuper uniquement de leur propre famille, de leur voisinage immédiat, et de leurs choix individuels. À l'inverse, lorsque Thatcher déclarait dans un entretien paru au *Woman's Own magazine* en octobre 1987, « je ne vois rien qu'on puisse appeler la société : il existe des individus, hommes et femmes, et il existe des familles », elle touchait du doigt le fondement ontologique du modèle résiduel de protection sociale, qui pose que le véritable objectif d'un État-providence est d'apprendre aux gens comment s'en passer. Aussitôt après cette formule demeurée célèbre, elle ajoutait : « Il est de notre devoir de prendre soin de nous, et par la suite, de nous occuper aussi de nos voisins », précisant ainsi de quelle manière la production d'un capital social relationnel est une composante essentielle de la protection sociale dans une orientation résiduelle, en l'absence de tout souci particulier à encourager les gens à se penser comme des citoyens ayant des responsabilités élargies au sein d'une communauté nationale ou internationale élargie.

Le modèle institutionnel-réciproque de protection sociale est une construction théorique en ce sens qu'il n'est pas la description d'États-providence réels, mais un projet politique possible qu'il reste à la social-démocratie et à la gauche à définir et à réaliser. Il n'est pas pour autant utopique : plusieurs indices démontrent son potentiel. La stratégie consiste à renforcer nettement la fonction sociétale de la société civile sans éclipser les objectifs de justice sociale et de redistribution, et les mécanismes institutionnels de « l'ancien » État-providence. Comme nous l'avons vu, les sources d'inspiration ne manquent pas. L'appel de von Wright à la promotion du rôle de la « fraternité » est repris par divers mouvements, praticiens et chercheurs à l'échelle mondiale. En 2009, l'Académie royale des Sciences suédoise distinguait Ostrom par le prix Nobel en sciences économiques, motivant son choix en ces termes : « Elinor Ostrom a démontré comment les biens communs peuvent être efficacement gérés par des associations d'usagers (...). Elinor Ostrom a remis en cause la sagesse populaire qui veut que les biens communs étant nécessairement mal gérés, devraient donc être soit administrés par les pouvoirs publics, soit privatisés. » L'Académie soulignait également que les recherches menées par Ostrom démontraient que l'engagement de la société civile dans la gestion de biens communs ou d'intérêts communs aboutissait souvent à de meilleurs résultats que ceux prédits par la théorie économique classique. |||

Conclusion

La social-démocratie peine à produire une réponse à la privatisation et la marchandisation de la responsabilité sociale, phénomènes nés sous le thatcherisme et que la crise financière a intensifiés. La social-démocratie doit enfin s'affranchir du scepticisme voire de l'hostilité face à un mode d'organisation communautaire. Ce scepticisme, legs historique constitué dès les origines de la Première Internationale, a trouvé à s'exprimer dans la méfiance avec laquelle la social-démocratie a considéré la création de coopératives comme manière de construire un mode d'existence et d'instaurer la justice sociale; aujourd'hui on le retrouve dans la conception restreinte de la place que doit occuper la société civile. Jusqu'à présent la social-démocratie s'est interdit d'imaginer des activités économiques autres que celles fondées sur l'entreprise privée opérant dans le marché classique, bien que la réciprocité constitue un principe économique de première importance. Si l'on veut stopper « l'abdication silencieuse de la politique publique », il est nécessaire d'établir un nouveau partenariat entre « l'État » et les nouvelles « cultures économiques alternatives » (Castells, 2012) ou les entreprises sociales, fondé sur les principes de l'économie sociale et solidaire, tels que ceux-ci se font jour un peu partout dans le monde (Laville, 2010; Defourny, Nyssens, 2010, p. 32-53). En fin de compte, la réussite de la social-démocratie dépend de sa capacité à « ouvrir les canons de la connaissance » (Sousa Santos, 2007); canons qui ont réduit la social-démocratie à la protection des intérêts des citoyens uniquement au travers des principes du marché et de la redistribution, mais sans qu'ait jamais été réellement compris le principe de la réciprocité. K

Bibliographie

- Alexander, C., 2010, « The Third Sector », in K. Hart, J.-L. Laville, A.D.Cattani (eds), *The Human Economy*, Cambridge : Polity Press.
- Borzaga, C., Defourny, J. (eds.), 2001, *The Emergence of Social Enterprise*, Londres : Routledge.
- De Souza Briggs, X., 1998, « Moving Up versus Moving Out : Neighbourhood Effects in Housing Mobility Programs », *Housing Policy Debate*, Volume 8, Issue 1.
- Castells, M., Caraca, J., Cardoso, G., 2012, *The Aftermath – the Cultures of the Economic Crisis*, Oxford : Oxford University Press.
- Cohen, J., Arato, A., 1992, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, Massachusetts : The MIT Press.
- Cohen, J. L., 1997, *American Civil Society Talk*, The National Commission on Civic Renewal, Working Paper #6, University of Maryland.
- Defourny, J., Nyssens, M., 2010, « Conceptions of Social Enterprise and Social Entrepreneurship in Europe and the United States : Convergences and Divergences », *Journal of Social Entrepreneurship*, vol. 1, n°1.
- Esping-Andersen, G., 1990, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Cambridge : Polity Press.
- Giddens, A., 2010, *Revisiting The Third Way*, in <http://www.policy-network.net/>
- Gilbert, N., 2002, *Transformation of the Welfare State. The silent surrender of public responsibility*, Oxford : Oxford University Press.
- Hart, K., Laville, J.-L., Cattani, A.D., 2010, *The Human Economy*, Londres : Polity Press.
- Hulgård, L., 2000, *Socialpolitik som en investering i samfundets sociale kapital*, (La Politique sociale en tant qu'investissement dans le capital social de la société) Socialpolitisk Redegørelse 2000. Copenhagen : Ministry of Social Affairs, décembre. http://www.socialministeriet.dk/dansk_socialpolitik/index_aktuelt.html
- Laville, J.-L., 2010, « Solidarity Economy », in K. Hart, J.-L. Laville, A.D.Cattani (eds), *The Human Economy*, Cambridge : Polity Press.
- Peacock, A., 1960, *The Welfare Society*, Londres : Liberal Publication Department.
- Pérez-Díaz, V., 1998, « The Public Sphere and a European Civil Society », in C. Alexander (ed.), *Real Civil Societies. Dilemmas of Institutionalization*, Londres : Sage.
- Pérez-Díaz, V., 2002, « From Civil War to Civil Society. Social Capital in Spain from the 1930s to the 1990s », in R.D. Putnam (ed.), *Democracies in Flux*, Oxford : Oxford University Press.
- Pestoff, V., 2009, *A Democratic Architecture for the Welfare State*, Londres : Routledge.
- Putnam, R.D., 2000, *Bowling Alone*, New York, Londres : Simon & Schuster.
- Rothstein, B., 2001, « Social Capital in the Social Democratic Welfare State », *Politics & Society*, vol. 29 n°2, juin.
- Selle, P., 1999, « The transformation of the voluntary sector in Norway : a decline in social capital? » in J. Van Deth, M. Maraffi, K. Newton, P. Whiteley (eds.), *Social Capital and European Democracy*, Londres/New York : Routledge.
- Skocpol, T., 2003, *Diminished Democracy. From Membership to Management in American Civic Life*, Oklahoma : University of Oklahoma Press.
- Sousa Santos, B. de, 2007, *Democratizing Democracy : Beyond the Liberal Democratic Canon*, Londres : Verso.
- Titmuss, R. M., 1977, *Social Policy. An Introduction*, Londres : Allen & Unwin.
- Titmuss, R.M., 1987, *The Philosophy of Welfare : Selected Writings of Richard M. Titmuss*, in B. Abel-Smith, K. Titmuss (eds.), Londres : Allen & Unwin.
- Titmuss, R.M., 1997, *The gift relationship : from human blood to social policy. Expanded and updated edition* (ed. par Oakley, A., Ashton, J.), New York : The New Press.
- Titmuss, R.M., 2002, « Income Distribution and Social Change » (1962) and « Social Policy : An Introduction » (1974), Volume 6 of the Palgrave Macmillan Archive edition of the writings on social policy and welfare of Richard M. Titmuss, Londres : George Allen & Unwin Ltd.

- Weber, M., 1976, [1904], *Die protestantische Ethik II. Kritiken und Antikritiken*, Hambourg : Sieberstern Taschenbuch Verlag.
- Weber, M., 2000, *Ser Sozialismus. Rede zur Allgemeinen Orientierung von österreichischen Offizieren in Wien 1918, Das Werk*, Berlin : Heptagon.
- Wolfe, A., 1989, *Whose Keeper? Social Science and Moral Obligation*, Berkeley : University of California Press.
- Zucchini, D., 1997, *Myth of the Welfare Queen*, New-York : New York.